



Cahier de politique Janvier 2011

# Aller vers le “cocobai” : La reconstruction et les personnes handicapées en Haïti

---

Cassandra Phillips



**FOCAL**

DIALOGUE. RECHERCHE. SOLUTIONS.

# Résumé exécutif

En Haïti, Handicap International estimait que 800 000 personnes vivaient avec une incapacité avant le tremblement de terre du 12 janvier 2010; elles étaient parmi les plus pauvres du pays. Depuis le séisme, le nombre de personnes handicapées a augmenté dramatiquement, ce qui exerce encore plus de pression sur des infrastructures déjà fragiles. Plusieurs enfants nouvellement handicapés ont aussi perdu leurs parents et leur maison, et les personnes handicapées qui s'entassaient auparavant à Port-au-Prince se sont déplacées vers la périphérie, où les services sont rares. La situation est compliquée par les mythes qui ont cours à propos des incapacités, mythes qui créent une barrière à l'aide aux personnes handicapées —appelées « cocobai » en argot créole, dont le sens implique qu'elles n'ont aucune valeur.<sup>1</sup>

Les efforts de reconstruction offrent une occasion unique de rehausser les efforts d'inclusion des personnes handicapées dans la société haïtienne. Le *Plan d'action pour le relèvement et le développement national d'Haïti* du gouvernement haïtien, qui s'échelonne sur 10 ans, porte principalement sur la préservation de l'environnement et sur le développement des infrastructures. Néanmoins, plusieurs de ses sections sont pertinentes pour les personnes handicapées. Cependant, seule la section sur la santé fait directement référence aux personnes aux prises avec des incapacités physiques récemment acquises et, ailleurs, la question des personnes handicapées est intégrée à celle, plus large, des groupes vulnérables. De façon plus importante encore, les besoins des personnes avec d'autres problèmes tels que l'épilepsie, l'autisme, les incapacités cognitives, visuelles ou auditives et les problèmes de santé mentale, qui ont tout autant été affectés par le tremblement de terre, ne sont pas abordés dans le document.

Recommandations :

- 1.** Intégration : L'intégration de la perspective des personnes vivant avec des incapacités dans toutes les politiques de reconstruction est essentielle pour éviter de négliger ce groupe. Il serait bon d'inclure la secrétairerie d'État à l'Intégration des Personnes handicapées (SEIPH) dans tous les aspects du processus de reconstruction.
- 2.** Santé : L'intégration des services de santé mentale dans les soins de première ligne pourrait devenir un élément clé. La mise en place d'antennes médicales dans les zones rurales pour répondre aux besoins complexes des personnes ayant diverses incapacités et pour offrir un soutien à leur famille est une initiative prometteuse à cet égard.
- 3.** Justice : Les membres des forces policières, actuels et futurs, bénéficieraient d'une formation de sensibilisation aux différents types d'incapacités pour s'assurer que les droits des personnes handicapées ne soient pas violés.

4. Éducation : Les écoles haïtiennes pourraient fournir une éducation plus inclusive aux enfants handicapés et mettre en place des stratégies en santé préventive pour réduire l'émergence d'incapacités. Des campagnes d'éducation publique pourraient aussi être organisées dans les collectivités pour contrer la stigmatisation qui entoure l'incapacité.
5. Emploi : Les efforts pour offrir un accès égalitaire à la formation et au placement pour les chômeurs pourraient aussi inclure des mesures pour les adultes handicapés, incluant les adultes dont l'incapacité n'est pas physique.
6. Édifices publics : Lors de la reconstruction des édifices publics, il serait plus efficient d'intégrer une conception architecturale sensible aux questions d'accès pour les personnes handicapées dans les premières étapes de construction que d'aménager les édifices selon cette même conception plus tard.

## Introduction

La manière de définir et de comprendre l'incapacité a changé pendant la dernière décennie. L'incapacité était autrefois comprise comme une façon de caractériser un ensemble particulier de limitations généralement stables. En 2001, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a adopté un nouveau système de classification internationale, la Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé (CIF), qui met l'accent sur le statut fonctionnel plutôt que sur le diagnostic.

L'OMS définit l'incapacité comme une variable contextuelle, dynamique et relative aux circonstances, et ce, sur la base de l'individu et de son environnement. Par exemple, une personne avec une incapacité physique qui utilise un fauteuil roulant est limitée par la société si elle ne peut avoir accès à un édifice où elle pourrait travailler.

La CIF reconnaît aussi que la prévalence des incapacités correspond au statut social et économique. En Haïti, par exemple, plus de 80 pour cent de la population vit dans la pauvreté extrême, ce qui se traduit par un grand nombre de sans-abri, une mauvaise qualité de l'eau potable, une alimentation pauvre et un manque de services de santé. Ces circonstances, à leur tour, augmentent les risques de malnutrition, d'incapacité congénitale et d'incapacité à long terme.

Avant le tremblement de terre du 12 janvier 2010, selon Handicap International, le nombre de personnes handicapées en Haïti était évalué à 800 000, dont approximativement 200 000 enfants. Dans un pays où, selon la Banque mondiale, 54 pour cent de la population vit avec moins d'un dollar par jour, la plupart des gens se fient à leurs capacités physiques pour survivre. Dans les zones rurales, comme les personnes handicapées peuvent ne pas être capables de participer aux semences, de nourrir les animaux ou d'aller chercher de l'eau, elles dépendent grandement des autres pour leur survie.

Les conditions en milieu urbain sont aussi difficiles. Les personnes handicapées courent plus de risques de vivre dans des conditions sordides. Un rapport produit en septembre 2009 par le ministère des Affaires sociales et du Travail d'Haïti confirme que seulement 3,5 pour cent des 120 000 enfants ayant une incapacité à Port-au-Prince avaient accès à l'éducation. Seules deux écoles à Port-au-Prince répondaient spécifiquement à leurs besoins; elles se sont écroulées lors du tremblement de terre. Il est plus difficile de briser le cercle de la pauvreté pour les personnes handicapées quand elles sont non éduquées, mal nourries et qu'elles vivent dans des conditions insalubres.

Du point de vue des soins de santé, l'OMS estime que seulement deux pour cent des personnes handicapées dans les pays en développement bénéficient de services de réadaptation et de soins de santé appropriés. En Haïti, l'État n'offre pas d'appui financier pour acheter béquilles, fauteuils roulants, orthèses ou médicaments. Des adultes avec de graves problèmes de santé mentale errent dans les rues alors que d'autres sont en institution dans un des deux importants centres psychiatriques : Mars et Kline à Port-au-Prince, où les conditions sont déplorables, et Défilé de Beudet à Croix-des-Bouquets, qui a été sérieusement endommagé lors du tremblement de terre.<sup>2</sup> À Mars et Kline, plusieurs patients sont enfermés dans des chambres d'isolement ou enchaînés à leur lit.<sup>3</sup> La plus forte prévalence de problèmes liés au stress post-traumatique, de psychoses et de paralysies hystériques suite au tremblement de terre indique une demande encore plus forte pour des soins psychiatriques.

Les mythes entourant l'incapacité créent des barrières additionnelles pour les personnes handicapées en Haïti. Une panoplie de croyances culturelles et religieuses y mènent à la discrimination. Les incapacités y sont souvent perçues comme ayant une origine surnaturelle. Par exemple, on peut soupçonner les enfants faisant des crises d'épilepsie d'être possédés ou, encore, blâmer des enfants handicapés pour une mauvaise récolte. Plusieurs parents d'enfants handicapés les abandonnent ou les cachent de la vue de la communauté par crainte de représailles et parce qu'ils n'ont pas les habiletés de base, l'éducation, l'appui de la collectivité et les ressources financières pour faire face à la situation.

Un enfant abandonné, qu'il souffre ou non d'une incapacité, a un avenir très sombre en Haïti. Selon Julie Bergeron, responsable de la protection de l'enfance pour l'UNICEF en Haïti, des 600 institutions de garde d'enfants en place, moins d'un quart opère légalement et le reste n'est pas surveillé, faute de ressources. Dans certains orphelinats, on a rapporté des cas de sévices, incluant des viols, et des cas de sous-alimentation.<sup>4</sup> Quant aux familles prenant soin de leur enfant handicapé, elles dépendent grandement de l'appui des organisations non gouvernementales (ONG) étrangères. Et comme plusieurs parents croient que leur enfant peut être « guéri » de son incapacité, plusieurs traitements échouent. Par exemple, lorsqu'on leur donne des anti-convulsants pour leur enfant, les parents ont beaucoup de difficulté à comprendre qu'il n'y aura pas de changement instantané. Si on ne répond pas à leurs attentes, ils interrompent le traitement, ce qui peut mener à un plus grand nombre de crises, à des dommages au cerveau et même à la mort de l'enfant.

La demande pour des ressources pour les personnes avec une incapacité physique a augmenté substantiellement suite au séisme. Le gouvernement haïtien évalue le nombre de personnes blessées pendant le tremblement de terre à plus de 300 000. Dans les semaines qui ont immédiatement suivi le désastre, 2 000 à 4 000 amputations ont été faites. Le nombre de personnes avec une incapacité physique continuera probablement d'augmenter à cause des mauvaises conditions d'hygiène et du manque d'eau saine qui peuvent entraîner l'infection des plaies et forcer l'amputation. Le manque d'aides à la mobilité peut mener à un raccourcisse-

ment des membres et une invalidité permanente. Conscientes de l'urgence, le 26 janvier 2010, l'Organisation des Nations Unies (ONU) et l'OMS ont invité les principales ONG spécialisées dans les questions d'incapacité à coordonner toutes les activités de réadaptation en Haïti. Ceci inclut l'aide aux personnes handicapées et l'appareillage de prothèses.

Aujourd'hui, ces ONG continuent de travailler en réadaptation avec le ministère de la Santé publique et de la Population et la secrétairerie d'État à l'Intégration des Personnes handicapées d'Haïti ainsi qu'avec d'autres intervenants : plus de 55 000 séances de réadaptation ont eu lieu; 4 000 aides à la mobilité ont été distribuées; 300 personnes ont reçu ou s'apprêtent à recevoir une prothèse et 200 autres, une orthèse. Un soutien psychosocial pour 13 000 personnes a aussi été offert.

Cette attention immédiate accordée à la réadaptation des personnes ayant une incapacité physique s'imposait. Cependant, les enfants et adultes avec d'autres types d'incapacités, qui ont été tout aussi affectés par le tremblement de terre, ont été largement oubliés. Il est encore incertain que du financement soit débloqué pour des services à l'intention de personnes ayant une incapacité congénitale ou acquise telle que la paralysie cérébrale, la schizophrénie, un problème visuel ou auditif, l'épilepsie, une incapacité cognitive ou l'hydrocéphalie.

La reconstruction d'Haïti comporte de multiples facettes et elle est complexe. Elle nécessite une collaboration locale, nationale et internationale. Le *Plan d'action pour le relèvement et le développement national d'Haïti* est essentiel à ce processus. Ce cahier de politique analyse ce plan du point de vue de l'incapacité pour en identifier les lacunes et faire des recommandations quant aux solutions pour les combler à faible coût. Finalement, il identifie les groupes locaux et internationaux existants qui tentent déjà de combler certaines de ces lacunes. Ceux-ci travaillent pour améliorer les soins pour toutes les personnes handicapées, pour augmenter les possibilités d'accès à l'éducation et pour offrir formation et appui aux familles. Toutefois, améliorer la santé et la qualité de vie des enfants et adultes handicapés n'est que la première étape dans leur intégration sociale. Il est aussi important que ces groupes continuent à éduquer les parents et sensibilisent les collectivités aux droits et au potentiel des personnes handicapées de manière à contrer la stigmatisation et la peur entourant l'incapacité.

## Personnes handicapées : les lacunes du Plan d'action

Le *Plan d'action pour le relèvement et le développement national d'Haïti* (PA), lancé en mars 2010, est un plan sur 10 ans qui fait état des pertes et dommages suite au tremblement de terre et qui évalue les besoins. L'essentiel du PA porte sur la préservation de l'environnement et la construction d'infrastructures. Or, ses sections portant sur la santé, la sécurité, l'éducation, l'emploi et la reconstruction sont pertinentes pour les personnes handicapées. Toutefois, les besoins des personnes handicapées dont les incapacités sont autres que physiques sont largement ignorés dans ce document.

Il est essentiel d'identifier les personnes handicapées en tant que catégorie particulière dans le contexte de la reconstruction pour éviter qu'elles ne soient oubliées dans la conception, la formulation et la mise en œuvre des politiques et des programmes. Ceci peut être réalisé en incluant une perspective « Incapacité » aux nouvelles politiques, comme on applique une perspective de genre pour assurer l'intégration des femmes et

des jeunes filles. Le temps et les coûts seraient réduits en tirant parti des connaissances et capacités des personnes handicapées affiliées à la secrétairerie d'État à l'Intégration des Personnes handicapées, ce qui, par la même occasion, créerait des opportunités d'emploi pour les personnes handicapées.

## Santé

Dans le PA, on fait directement référence aux personnes aux prises avec des incapacités physiques récemment acquises pour ce qui est de la reconstruction et du redressement du secteur de la santé. La section du PA intitulée « Santé, sécurité alimentaire et nutrition, eau et assainissement » met l'accent sur la nécessité que les autorités se concertent en matière de soins de santé primaires et de cliniques mobiles. Des hôpitaux et centres de santé (reconstruits ou additionnels) s'occuperont des patients menés directement vers eux et des cliniques mobiles élargies fourniront des services de réadaptation pour les enfants et les adultes ayant subi une amputation. Mais cette section du PA ne dit pas si ces cliniques offriront un soutien aux personnes avec d'autres types d'incapacités et à leurs familles. Pour assurer l'égalité d'accès à l'information sur les maladies transmissibles, les soins de santé maternelle et infantile, l'hygiène personnelle et la santé mentale pour des personnes ayant une incapacité visuelle ou un déficit cognitif, il serait important de rendre l'information disponible dans des formats alternatifs (gros caractères), accessibles (langage simple) ou incluant des diagrammes. De plus, l'appui continu du Groupe de travail sur les blessures, la réadaptation et l'incapacité de l'ONU sera utile dans la mise en place d'antennes médicales dans les zones rurales pour répondre aux besoins complexes de personnes avec diverses incapacités, incluant celles autres que physiques.

Les pays de l'Amérique latine consacrent en moyenne moins de deux pour cent de leur budget national de santé à la santé mentale, selon le Dr Jorge Rodríguez, Chef d'unité en santé mentale à l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS). L'essentiel de ces dépenses — jusqu'à 90 pour cent dans certains pays — va aux institutions de santé mentale plutôt qu'aux services de santé primaires ou aux soins de santé communautaire. L'intégration des soins de santé mentale dans les services primaires est un point central de la *Stratégie et plan d'action en santé mentale* de l'OPS, adoptée par les ministres de la Santé des Amériques en septembre 2009.

En Haïti, une telle décentralisation des services de santé est non seulement souhaitable, étant donné le lien entre santé et incapacité, mais elle permet également de faire des économies sur la reconstruction et les frais continus liés à des institutions psychiatriques démodées. Le plan de l'OPS met l'accent sur l'adoption de lois pour la réforme de la santé mentale, sur l'amélioration du traitement et des soins pour le développement mental de l'enfant, sur la migration des services de santé mentale des institutions psychiatriques vers les lieux où sont donnés des soins de santé primaires ainsi que sur le renforcement des habiletés des travailleurs formés en santé mentale. Suivre cette feuille de route servirait bien les personnes handicapées d'Haïti.

## Justice

Dans le PA, les personnes ayant des incapacités de divers types sont subsumées dans la catégorie des groupes « vulnérables ». Par exemple, la section « Justice et sécurité » fait des recommandations qui appellent à la reconstruction des établissements correctionnels, au renforcement des capacités au sein des forces de police et à des stratégies de prévention pour protéger les personnes vulnérables et les personnes déplacées. Cependant, la Banque mondiale rapporte que les besoins des enfants et des femmes tendent à être privilégiés au détriment de ceux des personnes handicapées, surtout suite à une crise, si tous sont placés dans la

catégorie des groupes « vulnérables ».<sup>5</sup> Un homme souffrant de schizophrénie paranoïde, par exemple, est rarement considéré comme vulnérable, car la police peut constater un comportement de résistance dû au délire. De plus, le PA mentionne que, pour protéger les femmes du viol et des agressions physiques dans les centres correctionnels, elles seront placées dans des cellules séparées de celles des hommes. Il n'y a aucune indication qu'un homme souffrant de paranoïa ou de toute autre incapacité sera séparé des autres détenus mâles, même si la probabilité que cette personne soit maltraitée est grande.

Cette section du PA ignore aussi les besoins complexes en termes de logement pour des personnes avec diverses incapacités. Les besoins d'une personne ayant une incapacité physique sont totalement différents de ceux d'une personne non voyante. Par exemple, une personne qui utilise un fauteuil roulant aurait besoin de pouvoir se mouvoir par-dessus une latrine en utilisant des barres d'appui, alors qu'une personne non voyante aurait besoin de directions vers la cantine.

Finalement, cette section du PA ne prend pas en compte le fait que les membres des forces de police bénéficieraient d'une formation de sensibilisation aux différents types d'incapacités pour mieux gérer les prisonniers handicapés et pour assurer que la dignité et les droits des personnes handicapées soient respectés.

## Éducation

La section du PA portant sur l'éducation garantit un accès égal à l'éducation pour tous. Les *Recommandations consolidées* du Forum de la diaspora haïtienne, qui ont émergé d'une réunion tenue en mars 2010 et qui devaient informer le PA, sont explicites dans la promotion de l'intégration des personnes handicapées dans le système scolaire.<sup>6</sup> Le but n'est pas de favoriser les personnes handicapées, mais d'offrir des chances égales à tous en matière d'apprentissage, ce qui est intimement lié à l'intégration sociale.

Ainsi, les nouvelles approches en ce qui concerne l'élaboration et l'enseignement d'un cursus en créole doivent inclure les besoins des personnes handicapées en utilisant des livres de classe à gros caractères, le braille, des aides visuelles et, lorsque possible, des aides technologiques. L'accès à l'éducation est directement lié à l'intégration sociale et à l'emploi pour assurer que les personnes handicapées puissent se sortir de l'extrême pauvreté.

En ce qui a trait au lien entre les politiques de santé et d'éducation, il est important de souligner que les stratégies de santé en milieu scolaire jouent un rôle clé dans le dépistage et la prévention des incapacités. Avant le tremblement de terre, le ministère de la Santé publique et le ministère de l'Éducation nationale, grâce à un financement extérieur et à une assistance technique, ont mis en place des politiques de santé en milieu scolaire qui ont inclus le dépistage précoce des problèmes visuels et auditifs, la surveillance de la nutrition (pour prévenir le diabète de type 2, le rachitisme et les déformations osseuses), le dépistage des déficits en fer, le dépistage précoce des mauvaises postures ainsi que l'éducation sexuelle. Il n'y a malheureusement pas de références à ces éléments dans le PA.

## Emploi

L'information dans la section sur la création d'emplois est pertinente non seulement en ce qui a trait au développement économique dans les régions où ont afflué les personnes déplacées, mais aussi en ce qui a

trait à la dignité humaine. On fait directement référence aux familles et aux pourvoyeurs de soins pour les amputés dans cette section. Dans les programmes de création d'emplois, la priorité sera accordée aux individus prenant soin de personnes ayant des incapacités physiques pour les aider à prendre leurs responsabilités. Malheureusement, on ne fait pas mention d'une priorité aux individus prenant soin de personnes ayant d'autres types d'incapacités, également traumatisées par le tremblement de terre. De plus, on ne fait pas référence à de la formation professionnelle pour les personnes handicapées afin qu'elles aussi puissent contribuer à l'économie de la région.

## Édifices publics

Finalement, la reconstruction des installations de santé, des prisons, des écoles et des édifices publics existants et la création de nouvelles installations offrent aux planificateurs l'occasion d'intégrer dès le départ dans ces travaux les principes du design universel, un concept qui crée des produits et des environnements aussi accessibles que possible pour le plus grand nombre de personnes possible, quels que soient leur âge, leurs habiletés ou leur situation.<sup>7</sup> Bien que l'utilisation du design universel ait fait du chemin dans les pays développés, on connaît peu le concept dans les pays en développement.

Il est plus efficient de faire des changements structuraux tels que ceux à la largeur des portes, à la hauteur des éviers ou au degré d'ouverture des portes dans un nouvel édifice que de rénover un vieil édifice. Somme toute, changer l'environnement profite et à la personne handicapée et à la collectivité. Par exemple, des outils tels que des lecteurs d'écran vont aider le travailleur avec un problème de vision à lire et à produire des rapports, le rendant plus productif pour l'organisation. Une signalisation à gros caractères et utilisant des couleurs contrastées dans les édifices publics est avantageuse pour tous, que les personnes aient ou non une incapacité.



## Conclusion

Haïti a signé et ratifié la *Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées* (CRDP) en juillet 2009. La Convention est un instrument de droits de la personne qui affirme que tous, quel que soit leur type d'incapacité, doivent jouir de tous les droits et libertés fondamentales. Les articles de la CRDP portant sur l'accès, l'égalité et l'absence de discrimination, la santé, le respect des familles, l'éducation ainsi que le travail et l'emploi sont d'un intérêt particulier en ce qui concerne le PA et cette discussion. Haïti est tenu de rendre compte auprès des États parties à la Convention de l'intégration des personnes handicapées dans toutes les sphères de la société.<sup>8</sup> À cette fin, les organisations de personnes handicapées représentent une ressource utile dans la planification générale du futur d'Haïti. Il est important de consulter ces organisations dans la conception, la formulation et la mise en œuvre des politiques, structures et programmes pour la reconstruction d'Haïti afin de s'assurer que l'on réponde entièrement aux besoins des personnes handicapées. Pour éviter qu'elles ne soient négligées, les personnes vivant avec des incapacités doivent être reconnues comme un groupe en soi, différent des autres groupes vulnérables tels que les femmes et les enfants.

Le PA couvre certains, mais non pas tous les points mis de l'avant dans les *Recommandations consolidées* du Forum de la diaspora haïtienne. À mesure que nous progresserons, ces deux documents devront toujours être considérés conjointement pour assurer des chances égales à tous. Ceci dit, les deux documents ignorent les défis qui se posent aux personnes ayant des problèmes de santé mentale dans les institutions.

La première étape est d'améliorer la santé, l'accès et les conditions de vie des enfants et des adultes handicapés. Il est aussi crucial d'amener des changements dans leur famille et leur environnement en les sensibilisant au problème. Les familles doivent apprendre comment interagir avec leur enfant vivant avec une incapacité et comment en prendre soin. La collectivité doit reconnaître les droits de la personne et le plein potentiel des personnes handicapées.

## Recommandations

Le *Plan d'action pour le relèvement et le développement national d'Haïti* lancé en mars 2010 propose un programme de 10 ans pour guider la reconstruction d'Haïti suite au tremblement de terre. Mais ce plan souffre de nombreuses lacunes en ce qui a trait à l'intégration des personnes handicapées telles qu'identifiées dans ce document. Haïti est tenu de rendre compte auprès des États parties à la CRDP de l'intégration des personnes handicapées dans toutes les sphères de la société. À cette fin, le gouvernement haïtien ferait bien d'impliquer la secrétairerie d'État à l'Intégration des Personnes handicapées dans la planification qu'il fait pour le futur d'Haïti.

Les lacunes identifiées dans le *Plan d'action* pourraient être corrigées en suivant ces recommandations :

1. Intégration : Identifier les personnes handicapées comme une catégorie à part dans la reconstruction est essentiel à la conception, à la formulation et à la mise en œuvre des politiques et des programmes, et ce, pour éviter qu'elles ne soient ignorées. Ceci peut être fait en appliquant une perspective « Incapacité » aux nouvelles politiques. Dans le contexte de la reconstruction en Haïti, les coûts et les délais pourraient être réduits en tirant parti des connaissances et habiletés des personnes handicapées affiliées à la secrétairerie d'État à l'Intégration des Personnes handicapées, ce qui créerait en même temps des opportunités d'emploi pour les personnes handicapées.
2. Santé : Il faut étendre l'accès aux services de santé pour toutes les personnes handicapées, au-delà de celles ayant des incapacités physiques. L'intégration des services de santé mentale dans les soins de première ligne pourrait être un élément clé. La décentralisation des services de santé permettrait la fermeture d'institutions psychiatriques avec le temps, offrirait une meilleure assistance aux personnes handicapées et réduirait les coûts. La mise en place d'antennes médicales dans les zones rurales pour répondre aux besoins complexes des personnes ayant diverses incapacités est une initiative prometteuse à cet égard. Le matériel sur la santé pour ces cliniques pourrait être produit à faible coût dans des formats alternatifs pour informer les personnes handicapées. Les familles avec des enfants handicapés bénéficieraient du soutien de services d'hébergement temporaire et de conseils sur les soins à prodiguer à leur enfant handicapé.
3. Justice : Les membres des forces policières, actuels et futurs, bénéficieraient d'une formation de sensibilisation aux différents types d'incapacités pour mieux gérer les prisonniers ayant une incapacité et assurer que la dignité et les droits des personnes handicapées soient respectés.
4. Éducation : Les écoles haïtiennes devraient fournir une intégration scolaire pour les enfants handicapés. Fournir du matériel éducatif en gros caractères, en braille et dans d'autres formats est un pas dans la bonne direction. De plus, des efforts en santé préventive devraient être faits dans les écoles pour réduire l'émergence d'incapacités. Des campagnes d'éducation publique devraient aussi être organisées dans les collectivités pour contrer la stigmatisation entourant l'incapacité.
5. Emploi : Des efforts pour offrir des opportunités égales de formation et de placement pour les chômeurs pourraient aussi inclure des mesures pour les adultes handicapés, incluant ceux dont l'incapacité est autre que physique.

6. Édifices publics : Lors de la reconstruction des édifices publics, les principes du design universel, un concept qui crée des produits et des environnements aussi accessibles que possible pour le plus grand nombre de personnes possible, quel que soient leur âge, leurs habiletés ou leur situation, devraient être considérés. Il est plus économique d'intégrer une conception architecturale sensible aux questions d'accès pour les personnes handicapées dans les premières étapes de la construction que d'aménager les édifices selon cette même conception plus tard.

## À propos de l'auteur

Cassandra Phillips est rédactrice de la publication *Disability International* et du bulletin électronique officiel de l'Organisation mondiale des personnes handicapées (l'OMPH). L'OMPH est une organisation populaire de personnes handicapées formée d'un réseau de 134 assemblées nationales, principalement situées dans des pays en développement.

## Annexe

### Groupes, tant locaux qu'internationaux, qui répondent à certaines des lacunes identifiées dans l'analyse du PA

#### Handicap International (HI), Canada

**Localisations :** Cap-Haïtien, Grand-Goâve, Gonaïves, Jacmel, Petit-Goâve, Port-au-Prince

**Affiliations :** Christian Blind Mission, Healing Hands for Haiti, Agence d'aide à la coopération technique et au développement (ACTED), Action contre la faim, La Chaîne de l'espoir, Douleurs sans frontières, Médecins du monde, Médecins sans frontières, Merlin, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), la secrétaire d'État à l'Intégration des Personnes handicapées (SEIPH)

**Activités :** Deux secteurs : hôpitaux et approche communautaire

#### Hôpitaux :

- Intervention dans sept hôpitaux à Port-au-Prince
- Soins pour les blessures
- Soins postopératoires et réadaptation
- Formation des infirmiers et infirmières haïtiens et des praticiens de la réadaptation en prise en charge des cas
- Soutien psychosocial : individuel et de groupe
- Appareillage temporaire de prothèses et orthèses

#### Approche communautaire :

- Centres de liaison (sous tente), en ce moment huit à Port-au-Prince et deux à Petit-Goâve
  - Services médicaux aux personnes avec ou sans incapacité
  - Réadaptation et suivi
  - Soutien psychosocial : groupes
  - Activités récréatives pour les enfants
- Coordination avec Healing Hands for Haïti (incluant Team Canada Healing Hands) à Champ de Mars, Port-au-Prince, dans la production et l'appareillage de prothèses
- Formation de travailleurs communautaires et en réadaptation haïtiens
- Distribution de trousse d'abri qui prennent en considération les besoins de personnes avec diverses incapacités
- Construction de maisons en bois à Petit-Goâve avec une rampe d'accès
- Activités de type « argent contre travail » pour employer les Haïtiens locaux

Christian Champigny des programmes HI Canada indique que HI se propose d'adopter une approche de réadaptation communautaire (*Community-Based Rehabilitation*) pour l'opération d'antennes plus permanentes partout en Haïti pour mieux répondre à long terme aux besoins en santé de la collectivité.

## Maison de bénédiction

**Localisation :** Cap-Haïtien

**Affiliations :** Haiti Hospital Appeal, Healing Hands

**Activités :**

- Services d'hébergement temporaire pour un total de 70 enfants avec diverses incapacités, dont la plupart congénitales, à besoins élevés
- Le nombre d'enfants est d'environ 24 par semaine, 24 heures par jour, du lundi au vendredi
- Éducation en créole à plus de 70 parents
  - Connaissances pratiques
  - Alimentation
  - Santé et hygiène
  - Socialisation et jeu
  - Physiothérapie
  - Formation de sensibilisation pour remettre en question les stéréotypes et les mythes à propos de l'incapacité
- Activités récréatives
- Chambre sensorielle pour les enfants souffrant d'autisme
- Embauche et formation d'Haïtiens de l'endroit

Reninca Hill, directrice de la Maison de bénédiction, indique que le but de l'organisation est d'amener les familles à prendre en main les soins de leur enfant handicapé et d'intégrer ces enfants dans leur environnement en leur donnant les connaissances pratiques et les habiletés pour devenir des membres actifs de la société. Ses plans futurs sont de commencer un programme de fin de semaine pour adolescents et jeunes avec diverses incapacités. Le travail fait par la Maison de bénédiction a un rôle à jouer dans les efforts actuels et à long terme de reconstruction en Haïti.

## Wings of Hope

**Localisation :** Jacmel

**Affiliations :** Hearts with Haiti, Broken Wings Missions

**Activités :**

- Soins en établissement pour 36 enfants handicapés qui ont été abandonnés
- École de jour pour enfants handicapés de la collectivité locale
- Activités récréatives
- Embauche d'Haïtiens

Wings of Hope est étroitement associée à deux maisons pour enfants de la rue, dont l'une est située à Jacmel. Peter Eyvindson, fondateur de Broken Wings Missions Canada, indique que certains finissants de la maison St Joseph à Jacmel aident avec les enfants à Wings of Hope. La réunion de deux groupes marginalisés, les personnes handicapées et les personnes abandonnées, vient ébranler les mythes culturels et les stéréotypes à propos de l'incapacité dans la collectivité locale.

## Projet d'apprentissage de la lecture, de l'écriture, des mathématiques et des sciences en créole à l'aide de la technologie en Haïti

**Localisation :** La Gonave

**Affiliations :** Matènwa Community Learning Centre (MCLC), Mother Tongues Book Project, One Laptop per Child Foundation

**Activités :**

- Enseignement en créole auprès de 200 enfants de l'école primaire
- Intégration des acquis culturels et linguistiques des enfants dans le cursus
- Offre de livres, audio et autres, en créole
- Prêt d'ordinateurs portables aux enfants, incluant des outils faciles d'utilisation et des programmes éducatifs en créole
- Adaptation de l'audio, des documents écrits et de la technologie aux besoins des étudiants avec des incapacités telles que l'incapacité visuelle et la dyslexie

Michel DeGraff, professeur au Massachusetts Institute of Technology, gère ce projet qui fait la promotion d'un apprentissage centré sur l'étudiant et le questionnement et rehaussé par la technologie. Les résultats ont le potentiel de contribuer au cursus et au développement des enseignants en Haïti. L'objectif n'est pas de limiter l'éducation au créole et d'imposer l'unilinguisme à tous les Haïtiens, mais d'aider les écoles haïtiennes à utiliser systématiquement le créole comme langue d'enseignement pour toutes les disciplines académiques, et en particulier pour l'alphabétisation.

## Références

- <sup>1</sup> Voir les commentaires du secrétaire d'État à l'Intégration des Personnes handicapées, le Dr Michel Péan dans: Sontag, Deborah. « In Haiti Mental Health System is in Collapse ». *New York Times*, 19 mars 2010. <http://www.nytimes.com/2010/03/20/world/americas/20haiti.html>.
- <sup>2</sup> Sontag, Deborah. « In Haiti Mental Health System is in Collapse ». *New York Times*, 19 mars 2010. <http://www.nytimes.com/2010/03/20/world/americas/20haiti.html>.
- <sup>3</sup> Ravenscroft, Kent. « Our man in Haiti, Parts I and II ». *Tuning the Therapeutic Instrument : Psychoanalysis Today and Tomorrow*, 18 avril 2010. <http://tuningthetherapeuticinstrument.com/2010/04/18/our-man-in-haiti-parts-i-and-ii/>.
- <sup>4</sup> Thomson, Mike. « Haiti after the Storm ». *BBC Today*, 4 décembre 2009. [http://news.bbc.co.uk/today/hi/today/newsid\\_8390000/8390444.stm](http://news.bbc.co.uk/today/hi/today/newsid_8390000/8390444.stm).
- <sup>5</sup> Voir, par exemple: Banque mondiale, Équipe Incapacité et Développement. « Report of the Online Forum on Disabled and other Vulnerable People in Natural Disasters ». Washington, D.C. : Banque mondiale, 2006. Aussi d'intérêt : Yoogaveen, Johannes, Emil Tesiuk et al. « A Guide to the Analysis of Risk, Vulnerability and Vulnerable Groups ». Washington, D.C., 2004.
- <sup>6</sup> Forum de la diaspora haïtienne. *Contribution à un programme stratégique de reconstruction et de développement pour Haïti. Recommandations consolidées*. 21-23 mars 2010, section R37.
- <sup>7</sup> Le Global Partnership for Disability and Development (GPDD) est en train de développer une boîte à outils pour le redressement à long terme d'Haïti qui inclut les principes du design universel. Voir [http://www.gpdd-online.org/media/news/toolkit\\_on\\_inclusive\\_reconstruction\\_chapter\\_1\\_physical\\_environment.pdf](http://www.gpdd-online.org/media/news/toolkit_on_inclusive_reconstruction_chapter_1_physical_environment.pdf).
- <sup>8</sup> De l'information sur la Convention des Nations Unies et ses articles peut être trouvée sur le site suivant : <http://www.un.org/french/disabilities/default.asp?id=1413>.
- <sup>9</sup> Cet objectif est basé sur des décennies de recherche sur le rôle bénéfique de la langue maternelle comme langue d'éducation et sur le fait avéré que le créole est la langue que tous les Haïtiens habitant Haïti parlent. Voir <http://web.mit.edu/linguistics/people/faculty/degtraff/publications.html>.

# FOCAL

Fondation canadienne pour les Amériques  
1, rue Nicholas, Bureau 720, Ottawa, ON K1N 7B7  
Tél: 613-562-0005, Fax: 613-562-2525  
Courriel: focal@focal.ca

**www.focal.ca**

Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de FOCAL, ni de ses membres de conseil d'administration, ni de son personnel.

Crédit photos: © Reninca Hill

© Fondation canadienne pour les Amériques. Tous droits réservés.

## À PROPOS DE CE PROGRAMME:

---

Dans les Amériques, Haïti est et demeurera une priorité pour le Canada qui s'est engagé à long terme envers ce pays. Les travaux du Forum de recherches sur Haïti de FOCAL sont axés sur les trois domaines suivants : l'influence du secteur privé sur le développement par la création d'emplois, la stimulation de la croissance économique et le soutien à l'éducation; la recherche; et l'établissement d'un dialogue afin de permettre à l'Amérique latine de jouer un rôle accru en Haïti et à la diaspora haïtienne d'être un véritable acteur du développement. Le Forum de recherches sur Haïti cherche à renforcer l'aide constante apportée par le Canada à ce pays et les activités qui y sont menées en permettant la mise en commun de l'information, en établissant des partenariats, ainsi qu'en trouvant de nouvelles idées et options stratégiques pour les acteurs haïtiens, canadiens, latino-américains et multilatéraux qui y jouent un rôle actif.

*FOCAL projects are undertaken with the financial support of the Government of Canada provided through the Canadian International Development Agency (CIDA)*

*Les projets de FOCAL sont réalisés avec l'appui financier du gouvernement du Canada agissant par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI)*